



Le grand maître du Grand Orient d'Italie, Stefano Bisi, le 20 septembre 2014, lors de la célébration des 144 ans de la fin des Etats pontificaux.

Italie

Une maçonnerie à en perdre son latin

L'interdiction faite aux membres du nouveau gouvernement italien d'appartenir à la franc-maçonnerie rappelle de très mauvais souvenirs. D'autant que les obédiences n'ont pas reçu à ce jour le soutien qu'elles étaient en droit d'attendre de la part de l'opinion et des instances politiques. Une situation difficile qu'éclaire l'histoire mouvementée de la maçonnerie italienne et le souvenir de la sinistre Loge P2. État des lieux.

Par Jean-Moïse Braitberg

L'antimaçonisme n'est pas une nouveauté. Ni en Italie ni dans le reste de l'Europe. Mais quand on s'attaque aux maçons, et parfois en même temps aux juifs comme Beppe Grillo, le fondateur du mouvement 5 étoiles dont la formation fait partie

du nouveau gouvernement d'extrême droite, les vieux démons fascistes ne sont jamais loin.

« Plumez le poulet plume à plume et personne ne le remarquera ». Les francs-maçons, et plus généralement les démocrates italiens, répètent à l'envi

la formule prêtée à Mussolini. Cependant il faut bien tendre l'oreille pour trouver en Italie des voix de quelque importance condamnant le « code éthique » édicté en mai dernier par la plateforme gouvernementale rassemblant la Ligue d'extrême droite et le mouvement populiste 5 étoiles.

Le « *contrat pour le gouvernement du changement* » passé entre les deux formations majoritaires au parlement depuis les élections générales de mars 2018 prévoit en effet d'interdire l'accès à l'exécutif « *des personnes condamnées au pénal, qui sont sous procès pour de graves crimes* », mais aussi « *qui appartiennent à la franc-maçonnerie* ».

Cette mesure, qui touche aux libertés fondamentales et à la liberté d'expression comme de pensée, n'a quasiment pas déclenché de protestation au sein des formations politiques traditionnelles ni de la part du président démocrate chrétien de la république Sergio Mattarella. Il faut dire aussi que la mesure n'est pas vraiment nouvelle. Après l'affaire de la loge P2, une loi censurée depuis par la Cour européenne des Droits de l'Homme faisait obligation à certains fonctionnaires et aux membres des forces armées de déclarer leur appartenance maçonnique. Afin de comprendre une situation singulière qui a abouti à l'isolement et à la division actuels de la maçonnerie italienne, il convient de rappeler ce que fut son histoire.

Interdiction papale et raison d'État

C'est en 1723 que fut fondée à Girifalco, en Calabre, la première loge sur le territoire italien. Durant la première partie du XVIII^e siècle, plusieurs loges virent le jour dans le sud de la péninsule, avant que la maçonnerie ne gagne le nord du Pays. La bulle *in eminenti*, édictée par le pape Clément XII en 1738 et reprise par ses successeurs explique que la franc-maçonnerie fut absente des états pontificaux – Latium, Marches, Émilie-Romagne –, ainsi qu'à Rome où fut créée une éphémère loge anglaise en 1735, mais où en 1791,

le comte de Cagliostro, paya de sa vie sa tentative d'implanter une loge de tradition égyptienne.

L'opposition frontale, dès cette époque, entre la puissance temporelle papale et les états situés hors de son orbite, explique pour partie le fait que la maçonnerie qui accueillait en son sein nombre d'élites économiques et aristocratiques fût considérée comme un instrument politique utile à maintenir ces états hors de l'influence pontificale. Ce fut aussi le cas dans les territoires contrôlés à

l'époque par l'Autriche, comme Milan ou malgré une interdiction de principe, les loges continuèrent à travailler, avec, si l'on peut dire, la bénédiction de la maçonnerie viennoise. La maçonnerie italienne qui jusque là s'était placée

sous l'autorité de la Grande Loge Unie d'Angleterre fut profondément bouleversée par l'arrivée des loges françaises dans les fourgons de l'armée napoléonienne. Comme dans tous les pays où s'exerça le pouvoir bonapartiste, la maçonnerie fut mise au service

de la raison d'État par le moyen de la mainmise des rites sur la maçonnerie bleue. Au total, trente-cinq loges passèrent sous la coupe du Grand Orient de France qui à l'époque pratiquait le Rite Français ou Moderne, formé de sept degrés. À Milan

Les idées des Lumières, que certaines loges françaises entretenaient, eurent le temps de se propager au sein d'une partie des élites.

et en Lombardie dès 1805 vingt-huit loges s'affilièrent au REAA sous l'autorité du Grand-Maître Eugène de Beauharnais, vice-roi et gendre de Napoléon, qui pourtant se désintéressait totalement de la Maçonnerie.

Beppe Grillo, leader du « Mouvement 5 étoiles », mai 2014





Les squadristi, les chemises noires de Mussolini, en 1922. Dès 1923, les maçons furent pris pour cible par le Grand Conseil Fasciste qui déclara incompatibles l'appartenance au parti fasciste et à la franc-maçonnerie.

Ce fut la première tentative de constituer une autorité maçonnique pour tout le pays. À Naples, où Joachim Murat cherchait à se distancer de Napoléon, on vit apparaître le Grand Orient de Naples calqué sur le Grand Orient de France pratiquant le Rite Français Réformé. Parallèlement fut créé un Suprême Conseil du REAA également dirigé par Murat. Enfin la Toscane vit se développer quatre loges de l'obédience française, dont celle de Livourne qui se distingua par une activité particulièrement brillante. L'implantation du GODF reflua avec la fin de l'occupation française. Mais les idées des Lumières, que certaines loges françaises entretenaient, eurent le temps de se propager au sein d'une partie des élites, notamment dans le Piémont, en Toscane, en Ligurie et en Lombardie.

Une culture du secret

Durant les deux premiers tiers du XIX^e siècle, la franc-maçonnerie de la péninsule connut des vicissitudes

diverses face à des interdictions promulguées tant par le roi Victor-Emmanuel I^{er} de Savoie que par les autorités vénitiennes et napolitaines. Beaucoup de francs-maçons italiens se rapprochèrent alors des Carbonari, société dont ils adoptèrent les manières, partageant une culture du secret et du serment sous l'épée et par le sang qui devint la marque du tempérament maçonnique italien, entre autres causes d'une durable mauvaise réputation.

Toutefois, dans le sillage de la vague libérale qui anima le mouvement du Risorgimento vers l'unité italienne, la franc-maçonnerie institutionnelle acquit une image de respectabilité patriotique face au principaux ennemis de l'Italie nouvelle qu'étaient le pape et les Autrichiens. C'est à Turin, capitale du Piémont que fut créée la première obédience italienne, qui prit le nom de Grand Orient Italien en 1859. Après un parcours maçonnique aussi mouvementé que sa vie politique et militaire, Giuseppe Garibaldi en prit la tête en 1864.

Le pouvoir temporel des papes, que Garibaldi n'était pas parvenu à réduire, prit fin avec la prise de Rome en octobre 1870 par les troupes du roi Victor-Emmanuel I^{er} tout aussi pressé de faire de la Ville éternelle sa capitale que de mettre fin à l'agitation socialiste. La papauté ne cessa dès lors d'appliquer à l'Italie les accusations déjà portées en France par le jésuite Augustin Barruel pour mener une guerre ouverte contre les loges italiennes. L'hostilité vaticane culmina en 1884 avec la lettre encyclique *Humanum Genus* du pape Léon XIII, la plus violente charge portée par un pape contre la franc-maçonnerie. Dès lors, ce qui pour les francs-maçons français, pouvait paraître comme un moyen d'affirmer leur patriotisme dans une laïcité teintée de gallicanisme, prenait pour les maçons italiens, l'aspect d'un dilemme radical tant était fort, le lien entre Rome, l'Italie et l'Eglise.

Des conséquences tragiques

Avec courage cependant, les loges firent face. Fortement représentés au parlement à l'orée du XX^e siècle, les francs-maçons réussirent à faire voter un certain nombre de lois progressistes, en faveur de l'enseignement public notamment. Cependant cet « âge d'or » de la franc-maçonnerie italienne fut de courte durée. De manière interne, tout d'abord, le Grand Orient d'Italie fut ébranlé par une grave crise, suite à l'initiative du député socialiste et franc-maçon Leonardo Bissolati qui, en 1908, introduisit au parlement une proposition de loi visant à interdire l'enseignement religieux dans les écoles. Malgré la recommandation en ce sens du Grand Maître Ettore Ferrari, Bissolati ne fut pas suivi et la chambre repoussa sa proposition. C'est alors que Ferrari proposa de sanctionner les députés désobéis-



sants. Mais il se heurta à Saverio Fera, Souverain grand commandeur du Rite Écossais Ancien et Accepté qui prit la défense des députés récalcitrants. Mis en minorité, Fera démissionna du Grand Orient d'Italie, emportant avec lui les fonds de l'obédience et les patentes du rite. Puis en 1910, il fonda la Grande Loge d'Italie des Maçons Libres et Acceptés — GLDI-ALAM —, dont il installa le siège Piazza del Gesù à Rome, tandis que le Grand Orient conservait son siège historique, le palais Giustignani.

Cette rupture eut pour la maçonnerie italienne des conséquences tragiques. Un an avant la Marche sur Rome du 27 octobre 1922 qui conduisit Mussolini au pouvoir, la franc-maçonnerie italienne était dans son ensemble davantage préoccupée

par ses querelles de légitimité et de personnes, que par le péril fasciste. À tel enseigne qu'en 1921 le Grand Maître du GOI Domizio Torrigiani avait signé une déclaration favorable au fascisme. Ce qu'il se reprochera sa vie durant...

Dès 1923, en effet, les maçons furent pris pour cible par le Grand Conseil Fasciste qui déclara incompatibles l'appartenance au parti fasciste et à la franc-maçonnerie. Une déclaration qui d'un côté rendait explicite l'engagement de nombreux maçons dans le fascisme, mais qui, d'un autre, clarifiait la teneur des valeurs maçonniques. C'est alors qu'au lieu de suivre le Grand Maître du GOI qui ordonna la dissolution des loges, la Grande Loge tenta pathétiquement de survivre en demandant à ses membres de signer

une déclaration d'allégeance au fascisme. Ce qui fut sans effet puisque le parlement à la botte du Duce vota l'interdiction définitive de la maçonnerie le 19 mai 1925 par deux-cent-quatre-vingt-neuf voix contre quatre. Parmi les courageux opposants se trouvait le député communiste Antonio Gramsci qui, en dépit de la défense faite aux communistes par Moscou d'y appartenir déclara : « (...) qui est contre la maçonnerie est contre le libéralisme, est contre la tradition politique de la bourgeoisie italienne ».

La répression culmina le 25 septembre 1925 à Florence avec l'assassinat de plusieurs frères par les *squadristi*, les escadrons fascistes, l'internement de nombreux autres, et le saccage de nombreuses loges dans toute l'Italie.

Licio Gelli, l'âme damnée de la P2

Né en 1919 à Pistoia, en Toscane, Licio Gelli avait fait ses premiers pas politiques au côté des fascistes. Volontaire en Espagne pour combattre aux côtés des franquistes, il avait été reçu à son retour en Italie par Mussolini. Bien que membre du MSI, le parti néo-fasciste italien, il entre en franc-maçonnerie dans les années 1960. Il intègre la loge *Propaganda 2* en 1970 à la demande du Grand Maître du Grand Orient d'Italie Giordano Gamberini qui l'encourage à recruter parmi les milieux influents de l'armée, des affaires et des services secrets.

Lorsqu'éclate l'affaire de la P2 en 1981, l'opinion italienne et internationale découvre que l'homme le plus puissant d'Italie est un personnage d'allure insignifiante aux manières de petit bourgeois tranquille. Ce qui ne fait que rajouter à sa légende. Des enquêtes qui vont s'enchaîner pendant près de 15 ans, il ressort que Gelli a été mêlé à tous les scandales qui ont secoué l'Italie entre les années 1970 et 1990. Outre le scandale de la faillite du Banco Ambrosiano, dont le patron, Roberto Calvi sera victime d'un meurtre maquillé en suicide, Gelli est mêlé à la constitution du Gladio, un groupe clandestin anticommuniste lié à l'OTAN. Il est aussi cité dans l'enquête sur le meurtre du président du Conseil Aldo Moro en 1978, ainsi que dans celles sur plusieurs attentats terroristes, dont celui de la gare de Bologne qui fit 85 morts et 200 blessés en 1980.

En 1983, Gelli qui avait pris la fuite en Suisse est arrêté à Genève, mais s'évade avec la complicité d'un gardien de la prison où il attendait son extradition. Disparu durant quatre ans, il sera arrêté de nouveau à Genève après s'être constitué prisonnier.

En 1992, Licio Gelli sera condamné à 18 ans et 6 mois de prison fermes pour banqueroute frauduleuse dans l'affaire du Banco Ambrosiano. Sa peine sera réduite à 12 ans en appel. Deux ans plus tard, il est lavé des accusations de tentative de déstabilisation, mais écope de 17 ans de prison pour calomnie, délits financiers et détention de documents secrets. En avril 1998 Gelli, qui bénéficiait d'un régime de liberté surveillée dans sa villa d'Arezzo en Toscane, prend de nouveau la fuite. Il est arrêté à Cannes quatre mois plus tard. Il vécut depuis cette date aux arrêts domiciliaires dans sa villa toscane où la police italienne avait retrouvé en 1982, 179 lingots d'or d'un poids total de 168 kg. Leur provenance n'avait jamais été établie avec certitude. C'est là que Licio Gelli est mort en décembre 2015 à l'âge de 96 ans. Il a demandé à être enterré avec ses décorations et insignes du parti fasciste.



Licio Gelli en 1987



Grand Temple du Grand Orient d'Italie dans la Galerie du Palais Giustiniani, 1911.

Le Grand Maître du GOI, Torrigiani fut interné sur l'île de Lipari.

La profonde déchirure entre les deux obédiences perdura tout au long du règne fasciste et de la guerre. Alors qu'un nombre relativement important de maçons de la Grande Loge rejoignirent les rangs mussoliniens, le Grand Orient d'Italie dont Torrigiani avait dissout les loges, mais pas l'obédience, entreprit dès les années trente de mener une existence en exil en créant notamment à Paris la loge *L'Italie Nouvelle no 609* affiliée à la Grande Loge de France. La résistance extérieure se caractérisa aussi par l'engagement de plusieurs dizaines de francs-maçons italiens dans les Brigades Internationales, et par la création de plusieurs loges de sensibilité antifasciste en Tunisie, en Égypte et en Argentine.

Dès 1943, après le débarquement américain en Sicile, plusieurs tentatives virent le jour pour réunifier la maçonnerie italienne. Mais toutes avortèrent, tant pour des querelles de personnes que pour ce qui concerne la gestion et l'organisation des degrés supérieurs. Le Grand Orient d'Italie connut plusieurs périodes troublées mais en 1972, la reconnaissance officielle de la « régularité » du GOI par la Grande Loge Unie d'Angleterre contribua à renforcer considérablement la principale obédience italienne, déjà enrichie par l'arrivée de nombreux transfuges de la Grande Loge après que celle-ci a admis l'initiation des femmes en 1956.

Cependant, malgré les lois de la République italienne proclamant la liberté de pensée et d'association, la place de la franc-maçonnerie dans

la société italienne ne devait, et n'est toujours pas banalisée, du fait de l'Église catholique. L'interdiction de la franc-maçonnerie par le fascisme, et par voie de conséquence la persécution des francs-maçons avait été vécue comme un don du Ciel par l'Église. Ce fut là un des « gestes de bonne volonté » qui amenèrent le Vatican à pactiser avec les fascistes pour normaliser ses relations avec l'Italie en signant les accords du Latran de 1929 rétablissant la souveraineté temporelle du pape à la tête de l'État du Vatican.

Maçonnerie des catacombes

Dans un pays où l'influence politique de l'Église se confond avec sa main mise sur les consciences par le moyen d'une menace d'excommunication ayant valeur de bannissement social, on peut comprendre, sans pour autant l'approuver, que se soit développée une cryptomaçonnerie des catacombes qui aboutit au scandale de la loge *Propaganda 2 — Loge P2* — au début des années 1980. L'affaire remonte à loin. Afin de faire face aux attaques et aux menaces dont la maçonnerie faisait alors l'objet, le Grand Maître du Grand Orient d'Italie Giuseppe Mazzoni décida dans les années 1880 de créer des loges secrètes dites *Propaganda massonica* ou encore « à l'oreille » dont le nom des membres n'était porté qu'à l'oreille du Grand Maître. Le but de ce dispositif était de garder secrète l'appartenance maçonnique de personnalités qui, sans cela, n'auraient pu conserver leurs fonctions. C'est ainsi que sous la direction d'Adriano Lemmi qui fut grand Maître du GOI de 1885 à 1895, des personnalités notoires comme le maire de Rome Ernesto Nathan, les présidents du Conseil Francesco Crispi et Giuseppe

Stefano Bisi, Grand-Maître du Grand Orient d'Italie : « Aujourd'hui Garibaldi ne pourrait pas être ministre en Italie ».

Né en 1957, Stefano Bisi est un journaliste originaire de Sienne en Toscane. Entré en franc-maçonnerie en 1982, il a été élu Grand Maître du Grand Orient d'Italie en 2014 sur un programme de défense de la laïcité. Nous l'avons rencontré au siège du GOI à Rome.

Jean-Moïse Braitberg : Comment réagissez-vous face au climat d'antimaçonnerie actuel en Italie ?

Stefano Bisi : Nous avons réagi aux prises de position du nouveau gouvernement en donnant une conférence de presse. Nous avons rappelé que Garibaldi qui a permis que l'Italie soit unifiée ne pourrait pas être Premier ministre aujourd'hui. Nous avons dit que Zanardelli qui a supprimé la peine de mort ne pourrait pas être ministre de la Justice. Nous avons aussi évoqué Michele Coppino, ministre de l'Instruction publique qui ne pourrait plus l'être aujourd'hui, le physicien Enrico Fermi, les poètes Giosuè Carducci, prix Nobel de littérature et Salvatore Quasimodo, pour ne citer que quelques-uns des plus célèbres francs-maçons italiens. Ils ne pourraient jouer aucun rôle dans l'actuel gouvernement.

JMB : Comment l'opinion a-t-elle réagi ?

SB : Malheureusement la bataille est difficile. Les attaques dont les francs-maçons font l'objet ont ému la frange de l'opinion qui comprend qu'en s'attaquant à la franc-maçonnerie, on s'attaque à toutes les libertés publiques. Nous avons même enregistré de nouvelles candidatures. Mais nous sommes aussi conscients qu'en temps de crise, il faut toujours trouver des responsables. Ça peut être les juifs, les francs-maçons ou les deux à la fois. Il y a en Italie un

préjugé tenace, entretenu par une large fraction de la classe politique, selon lequel les francs-maçons font passer l'obéissance à leur obéissance avant l'obéissance aux lois du pays. Ce qui est bien sûr totalement faux. Lors de l'initiation au Grand Orient d'Italie, on prête serment sur la constitution et ce serment est plus contraignant que celui que prêtent les ministres.

JMB : Et que dit la classe politique ?

SB : Quelques députés ont réagi, mais pas assez. Quant au président de la République qui est censé défendre les libertés publiques, il est resté muet. Certains magistrats ont dit qu'ils faisaient une différence entre la maçonnerie historique et une certaine maçonnerie dévoyée, mais ils sont rares et l'appartenance à la maçonnerie est en principe interdite à la magistrature depuis 1993.

JMB : Est-ce que l'affaire de la loge P2 n'explique pas pour une bonne part cette quasi-absence de réaction ?

SB : Bien sûr que si. Nous sommes conscients de nos propres erreurs. Le comportement de mon obéissance vis-à-vis de la loge *Propaganda 2* est tout à fait inadmissible. Nous avons déclaré cette loge irrégulière, mais elle était née au Grand Orient d'Italie. C'est un fait. Cette histoire nous a fait un tort considérable et a renforcé jusqu'à ce jour les préjugés sur la maçonnerie. Même si l'ancien président de la République Sandro Pertini a déclaré qu'il condamnait la P2, mais respectait la franc-maçonnerie ; même si le cardinal Ravasi, proche de Benoît XVI a dit qu'il fallait respecter l'œuvre philanthropique de la maçonnerie ; même si on a organisé cette année une opération porte ouverte pour faire visiter les loges, les préjugés demeurent.

JMB : Et que faites-vous pour combattre ces préjugés ?

SB : Nous essayons de faire connaître notre action philanthropique. Nous avons décerné la médaille Galileo Galilei qui récompense une action profane à Pietro Bartolo, le médecin de Lampedusa qui vient en aide aux migrants. Nous avons dit que la voute étoilée est la même pour ceux qui sont à l'abri sur terre et ceux qui se noient en Méditerranée. Nous avons fourni des tentes aux travailleurs migrants de Campobello di Mazara en Sicile qui vivent dans des conditions déplorables. Nous avons fourni l'éclairage d'un stade et entrepris d'autres actions de solidarité dans les régions sinistrées par les derniers tremblements de terre.

JMB : Quelles sont les réactions à l'intérieur de la franc-maçonnerie ?

SB : Il faut malheureusement reconnaître que les réactions ne sont pas à la hauteur. Quand la commission antimafia a saisi les listings informatiques du GOI en mars 2017, opération contre laquelle nous avons déposé un recours devant la Cour européenne des Droits de l'homme, la Grande loge d'Italie et les autres obédiences ont réagi très mollement. Sur le plan international nous n'avons pas reçu le soutien escompté. J'ai envoyé le 21 mai dernier une lettre à toutes les obédiences du monde rappelant les faits de 2017 et la déclaration gouvernementale de 2018. Elle n'a reçu à ce jour aucune réponse sinon de la Grande Loge Nationale Française avec laquelle les relations sont excellentes. Il y a certes eu des réactions de nature générale de la part d'autres obédiences comme le Grand Orient de France, mais nous attendions davantage d'engagements sur les principes qui touchent aux valeurs de liberté que nous défendons.



L'homme d'affaires, Silvio Berlusconi, chef du gouvernement italien de 1994 à 1995, de 2001 à 2006 et de 2008 à 2011 a été membre de la loge P2.

Zanardelli ou encore Pietro Lacava, plusieurs fois ministre, purent maintenir leur affiliation maçonnique dans le plus grand secret.

Depuis l'époque des mystères antiques, il y a en Italie une culture des sociétés secrètes. Pour le mieux, comme avec les Carbonari, ardents républicains et patriotes, mais aussi pour le pire. Le problème, c'est que le secret est parfois la voie la plus courte pour aller du mieux au pire. C'est donc dans cette passion très italienne pour l'engagement secret sanctionné par un serment qu'il faut chercher l'origine d'une « zone grise » entre certaines loges et la mafia sicilienne, la N'dranghetta calabraise ou la Camora napolitaine. Une perméabilité qui, pour un œil profane paraît d'autant plus évidente que le rituel d'admission à la N'dranghetta ressemble beaucoup à celui de l'initiation au premier degré de la franc-maçonnerie.

En 1958, Aldo Vitale, un dignitaire, 33^e du REAA avait créé sa propre

structure, la loge mère CAMEA — *Centro Attività Massoniche Esoteriche Accettate di rite Scozzese, Antico ed Accettate*. Rapidement, cette structure « ésotérique » indépendante des obédiences reçut de nombreuses adhésions en Ligurie, mais aussi en Sicile... En septembre 1973, suite à la reconnaissance du Grand Orient d'Italie par les « Anglais », deux-cents loges, soit la majorité des loges de la Grande Loge d'Italie se prononcèrent pour une union avec le Grand Orient d'Italie.

Mais ce mouvement rencontra l'opposition farouche du Grand Maître de la Grande Loge d'Italie, le général Giovanni Ghinazzi, un ancien aviateur volontaire lors de l'agression fasciste contre la République espagnole. Pour conforter sa position, il entreprit une série de manœuvres qui lui permirent

de cumuler son titre de Grand Maître avec celui de Souverain Grand Commandeur du REAA. Par ailleurs à la même époque, Ghinazzi permit la création de loges « couvertes » sur le modèle de celles initiées par le GOI

à la fin du XIX^e siècle. Parallèlement, il se rapprocha de la structure CAMEA et permit la double appartenance. Cette entreprise devint rapidement hors de contrôle. Le Grand Maître lui-même ne contrôlait plus rien et l'apprenti sorcier finit

Différentes enquêtes judiciaires ont pointé les liens supposés entre maçonnerie et organisations criminelles du sud de l'Italie et de Sicile.

par dissoudre les loges CAMEA dont certains membres rejoignirent la loge P2. C'est du moins ce qu'il ressort de l'audition du général Ghinazzi entendu en septembre 1983 dans le cadre de l'enquête parlementaire sur la P2. Le Grand Maître en ressortit sans être outre mesure inquiété. Mais son audition par la justice avait



permis de confirmer une chose : la guerre entretenue de longue date entre les deux principales obédiences italiennes s'arrêtait aux portes d'une loge qui, bien qu'ayant été régulièrement constituée par le GOI en 1877 à l'orient d'Arezzo en Toscane., recrutait sans considération d'obédience sur la base de l'affairisme, de la magouille politique et du complotisme.

L'existence et les activités criminelles de cette loge furent découvertes fortuitement par le parquet italien en 1981 à l'occasion d'une perquisition au domicile de Michele Sindona, un banquier d'affaire lié au Vatican et à la mafia. A cette occasion une liste d'un millier de noms, ainsi que des documents « stratégiques » mirent en évidence l'existence d'une association secrète réunissant les principaux cadres de l'armée, des services secrets, de la finance et certains hommes politiques. Tous étaient placés sous l'autorité de Licio Gelli, un ancien fasciste, lui aussi volontaire en Espagne contre la République, blanchi comme d'autres par la franc-maçonnerie en 1945, auquel les Grands Maîtres du GOI Giordano Gamberini dans les années 1960 et son successeur Lino Salvini, avaient chargé de redonner vie à la P2 alors moribonde, pour recruter des hommes d'influence parmi lesquels le futur président du conseil italien Silvio Berlusconi.

En moins d'une décennie Gelli — voir encadré page 21 — parvint à recruter tout ce que l'Italie comptait de hautes personnalités avides de pouvoir occulte en invoquant un argument majeur : la peur du communisme. L'anticommunisme des francs-maçons italiens d'après-guerre contrastait avec une indulgence suspecte en faveur de nombreux anciens fascistes et un engagement, pour certains d'entre eux, dans le Mouvement social Italien — MSI néofasciste. Cette

Une influence réduite à zéro

Fulvio Conti est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Florence. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la maçonnerie italienne. Pour lui, son influence est nulle dans l'Italie contemporaine.

Jean-Moïse Braitberg : Quelles sont les racines de l'antimaçonnerie italienne ?

Fulvio Conti : L'antimaçonnerie italienne remonte aux 18^e et 19^e siècles. IL s'appuie sur la forte opposition de l'Église autant que sur la culture catholique de la majorité de la population. Je crois cependant qu'aujourd'hui très peu de personnes savent réellement ce qu'est la maçonnerie et la voient comme un cercle d'élites rassemblant les personnes les plus riches. Comme une sorte de Rotary dont les membres s'aident et se soutiennent. L'antimaçonnerie contemporain me semble être une des expressions les plus saillantes d'un populisme ayant une image négative de toutes les élites.

JMB : Au sein de la Démocratie Chrétienne ou du Parti communiste trouvait-on des formes d'antimaçonnerie ?

FC : Certainement. Après la chute du régime fasciste, les deux principales forces politiques italiennes se sont toujours caractérisées par un fort antimaçonnerie. Mais ce sentiment était plus fort au parti communiste. Pour le PCI, comme l'avait formulé Gramsci, la maçonnerie était le « parti de la bourgeoisie ».

Pour la Démocratie chrétienne, la maçonnerie rassemblait certes des bouffeurs de curés et des anticléricaux, mais d'un autre, les maçons étaient atlantistes, antisoviétiques et soutenaient les gouvernements démocrates-chrétiens.

JMB : Les partis politiques traditionnels actuels ont-ils condamné l'antimaçonnerie de la plateforme gouvernementale ?

FC : Non. Parce que le sentiment antimacçon est largement partagé par les partis de droite comme de gauche. Avec peut-être une exception pour Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi.

JMB : À votre connaissance existe-t-il des francs-maçons ou d'anciens maçons au sein de la Lega ou de 5 étoiles ?

FC : Il n'y en a certainement pas au sein de la Ligue qui a repris l'héritage de la droite traditionnelle. Pour ce qui concerne le mouvement 5 étoiles, dont la base est plus diversifiée, on a relevé l'appartenance maçonnique de certains de ses candidats. – NDLR plusieurs candidats de 5 étoiles appartenant à la maçonnerie se sont fait élire en dehors de leur formation.

JMB : Quelle est, ou a été l'influence réelle des principales obédiences maçonniques dans la vie politique italienne dans l'époque moderne et à propos de quelles questions ? La laïcité est elle une question importante pour les maçons italiens ?

FC : L'influence de la maçonnerie dans la vie politique italienne s'est beaucoup réduite après le fascisme. La société italienne, comme partout est devenue une société dominée par les organisations de masse comme les syndicats et les partis politiques. L'espace d'influence pour une petite association d'élites a pratiquement disparu, et ce même si la maçonnerie a pu faire entendre sa voix à propos des lois sur le divorce, l'avortement, etc. Mais aujourd'hui cette voix ne s'entend pratiquement plus. L'influence politique de la maçonnerie italienne est réduite à zéro. Plus personne ne parle de laïcité dans la société italienne parce que le pays s'est énormément sécularisé et que l'influence de l'Église est moins visible. Les partis laïques, libéraux, républicains et sociaux-démocrates se sont effondrés, et c'étaient dans ces partis laïques que la maçonnerie avait le plus d'influence.

tournure politique devint nettement complotiste dans les années 1970, les fameuses « années de plomb » au cours desquelles l'Italie dut faire face à un terrorisme tantôt rouge, tantôt noir, mais dont différentes enquêtes ont montré qu'il relevait de la « stratégie de la tension » entretenue par des membres des services secrets affiliés à la fameuse loge secrète.

Un honneur durablement terni

Les scandales liés à l'activité de la loge P2, dont le Grand Maître

entretenait des relations cordiales avec les obédiences officielles, ont durablement terni l'honneur de la franc-maçonnerie italienne, et dans une certaine mesure, de la maçonnerie universelle.

Comme l'explique l'universitaire florentin Fulvio Conti — voir encadré page 25 — l'antimaçonisme de l'actuel gouvernement italien a été d'autant mieux accepté par la classe politique et l'opinion publique italiennes que le souvenir de la P2 est non seulement ancré dans les mémoires, mais aussi parce que différentes enquêtes judiciaires ont pointé les liens supposés entre maçonnerie et organisations criminelles du sud de l'Italie et de Sicile. La commission parlementaire antimafia ainsi que les juges qui ont instruit le procès

de la N'drangheta Calabraise qui s'est tenu au printemps 2017 se sont notamment étonnés de ce que la ville de Vibo Valentia, en Calabre, possède la plus forte concentration maçonnique d'Italie. Un constat à peu près identique a été fait pour le secteur de Castelvetro en Sicile occidentale, une ville de 30 000 habitants notoirement connue comme un fief de la mafia et qui ne compte pas moins de quatre loges dont une est affiliée... au Grand Orient de France. Il convient cependant de souligner que le fichier du Grand Orient d'Italie saisi dans le cadre de ces enquêtes n'a pas à ce jour apporté la preuve d'une quelconque collusion directe entre maçons et mafieux. Du reste, le GOI a déposé un recours actuellement en cours d'examen par la Cour

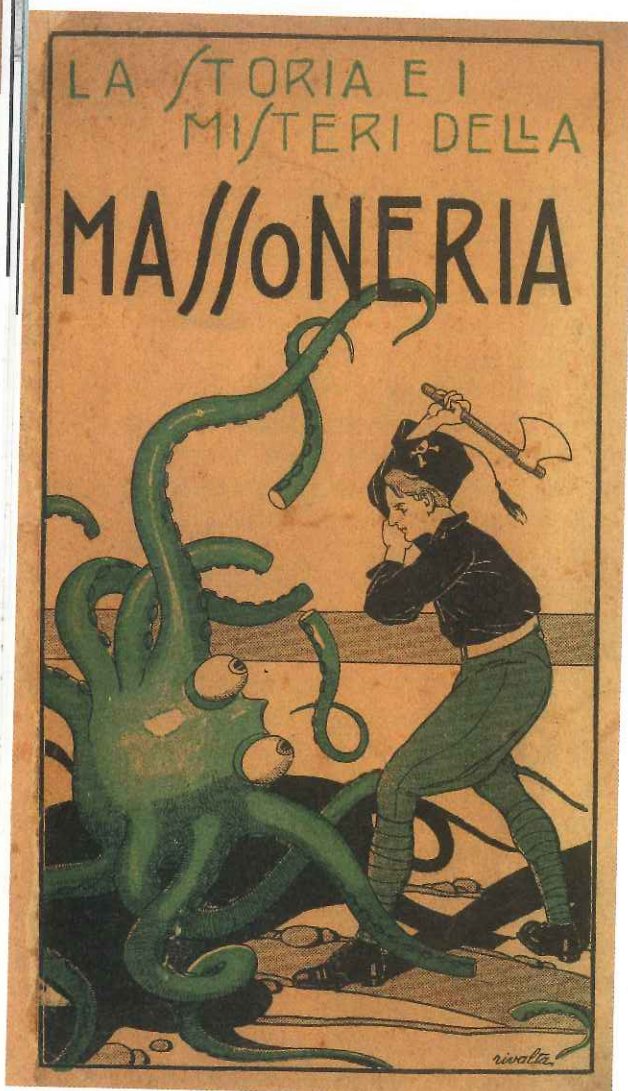
européenne des droits de l'Homme. À ces soupçons permanents s'ajoute le fait que les principales obédiences sont régulièrement l'objet de scissions qui ne font qu'entretenir la confusion et qui laissent penser que l'intérieur des obédiences est ravagé par les maux dont on les accuse à l'extérieur. En 1993, prenant prétexte des accusations — jamais prouvées — du procureur Agostino Cordova affirmant que sur 32 loges calabraises, 28 étaient contrôlées par la N'drangheta, le Grand Maître du GOI Giuliano di Bernardo décida de fonder la Grande

Loge Régulière d'Italie, aussitôt reconnue comme « régulière » par la Grande Loge Unie d'Angleterre. Ce qui fit *de facto* perdre cette reconnaissance au GOI historique. Ce qui n'empêche pas le GOI d'entretenir de

fraternelles relations de réciprocité avec la Grande Loge Nationale Française... Avec plus de cent-cinquante obédiences recensées pour 50 000 maçons dont une vingtaine de milliers pour le GOI, la franc-maçonnerie italienne, profondément divisée, connaît une situation de désordre et d'opacité qui fait le jeu des antimaçons de tous poils. Une situation dont de nombreux maçons sont conscients et qu'ils voudraient voir changer en retournant aux valeurs qui fondèrent le Risorgimento et la voie démocratique vers l'Unité italienne. Mais dans un pays plus divisé que jamais, où le repli sur soi, l'égoïsme, la méfiance à l'égard des institutions et le rejet de l'Europe fondent les récents choix politiques, on ne peut que déplorer que la maçonnerie ne soit en mesure d'exercer en positif l'influence que les antimaçons lui attribuent en négatif. ■

Le sentiment antimaaçon est largement partagé par les partis de droite comme de gauche.

Fulvio Conti



Affiche antimaaconique de Testi, 1933